



## « La stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance : où en est-on un an après ? »

4 février 2021

Références bibliographiques - Centres de ressources documentaires de l'INSET d'Angers

### ❖ OUVRAGES / RAPPORTS / GUIDES / RECOMMANDATIONS



#### Évaluation globale de la situation des enfants en danger ou risque de danger : cadre national de référence - Recommandation de bonne pratique

Haute Autorité de Santé, 20/01/2021

[https://www.has-sante.fr/jcms/p\\_3120418/fr/evaluation-globale-de-la-situation-des-enfants-en-danger-ou-risque-de-danger-cadre-national-de-reference](https://www.has-sante.fr/jcms/p_3120418/fr/evaluation-globale-de-la-situation-des-enfants-en-danger-ou-risque-de-danger-cadre-national-de-reference)

La Haute Autorité de santé publie le premier cadre national de référence pour l'évaluation globale de la situation des enfants en danger ou risque de danger. Il fait suite à une demande de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), et du secrétariat d'État en charge de l'enfance et des familles auprès du ministre des solidarités et de la santé, dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, et du plan interministériel de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux enfants.

Différents rapports ont mis en évidence la persistance de certaines difficultés ou récurrences dans le dispositif de recueil et de traitement des informations préoccupantes, notamment :

- des difficultés à respecter les délais de traitement prévus par la loi ;
- une absence d'outils partagés au niveau national, une diversité des organisations et des pratiques en fonction des conseils départementaux et parfois au sein d'un même territoire (processus de traitement, professionnels mobilisés, modalités d'évaluation, etc.) ;
- un manque d'échanges sur les pratiques du côté des professionnels de terrain.



#### La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance Un an après

Ministère des solidarités et de la santé, 14/10/2020, 16 p.

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier\\_de\\_presse-la\\_strategie\\_nationale\\_](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse-la_strategie_nationale_)

En douze mois ont ainsi pu se concrétiser la bourse maximale pour les étudiants passés par l'ASE, ainsi que l'examen anticipé des demandes de titres de séjour pour les MNA en formation. Quant aux contractualisations avec 30 premiers départements volontaires, elles ont déjà permis d'aboutir, par exemple, à une nouvelle prestation de TISF en périnatalité dans la Meuse, ou à un soutien à une équipe mobile de pédopsychiatrie en Pyrénées-Atlantiques. Le cabinet publie aussi la liste des 40 départements retenus pour une deuxième vague de contractualisation, pour 2021, avec un budget de 200 millions d'euros.

Mais ce compte rendu permet aussi de connaître les prochaines échéances.



## Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 - Garantir à chaque enfant les mêmes chances et les mêmes droits

Ministère des solidarités et de la santé, 2019, 48 p.

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier\\_de\\_presse\\_-\\_strategie\\_nationale\\_de\\_prevention\\_et\\_protection\\_de\\_l\\_enfance\\_vf.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse_-_strategie_nationale_de_prevention_et_protection_de_l_enfance_vf.pdf)

Le Secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, Adrien Taquet, présente ce lundi 14 octobre 2019 à Marcq-en-Barœul (59) une stratégie inédite de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) fondée sur un nouveau partenariat avec les départements. Après une large concertation menée au printemps avec l'ensemble des acteurs, dont en particulier les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, et un discours prononcé aux Assises Nationales de la Protection de l'enfance en juillet, le Secrétaire d'Etat lance aujourd'hui de manière opérationnelle une stratégie nationale inédite basée sur

un contrat d'engagement mutuel entre l'Etat et les départements. Cette stratégie se déploiera à partir de janvier 2020 et montera en charge progressivement d'ici 2022.



## Création d'un organisme national dans le champ de la protection de l'enfance

/ CHERUBINI Corinne, DUBOSQ Christian, MARQUIS SAMARI Emilie

Inspection générale des affaires sociales, 06/2020, 123 p

<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2020-006r.pdf>

La protection de l'enfance vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social ; à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation (loi du 14 mars 2016).

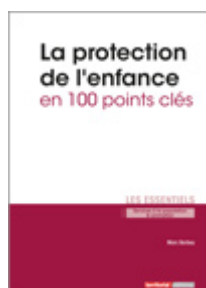
Quatre entités interviennent actuellement dans le champ de la protection de l'enfance, chacune se consacrant à des problématiques spécifiques : l'Agence française de l'adoption (AFA), le groupement d'intérêt public 'Enfance en danger' (GIPED), le Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et le Conseil

national d'accès aux origines personnelles (CNAOP).

La stratégie nationale de protection de l'enfance, présentée à l'automne 2019, prévoit un rapprochement de l'AFA, du GIPED et du CNPE afin d'apporter plus de cohérence à cette politique publique, dans le respect des compétences des conseils départementaux.

Dans ce contexte, l'IGAS a été missionnée pour étudier le périmètre, les missions, la gouvernance et le statut juridique d'un organisme national de référence couvrant l'ensemble du champ de la protection de l'enfance.

Après une expertise de la situation actuelle et des scénarios possibles, la mission recommande le renforcement de la gouvernance de la protection de l'enfance via la création d'un nouvel organisme national se substituant aux quatre actuels, chargé d'apporter un appui technique aux acteurs de proximité, sur un champ d'intervention élargi.



## La protection de l'enfance en 100 points clés / BARBEY Marc

Territorial éditions, 2020, 155 p.

La protection de l'enfance est un domaine extrêmement riche, tant par la complexité de son cadre juridique que par la multiplicité de ses acteurs. En outre, il est en évolution constante depuis plusieurs années et fait l'objet depuis peu d'une attention toute particulière des pouvoirs publics. Également, il est régulièrement, pour des raisons tantôt positives, tantôt négatives mis sous les feux de la rampe médiatique.

Pour cela, il convient d'en donner à voir le contexte, d'en présenter une partie des acteurs et d'exposer les principaux dispositifs à l'œuvre dans ce domaine.

Présenter la Protection de l'Enfance en 100 fiches est une gageure nécessitant de faire des choix. De fait, cet ouvrage n'a en aucun cas la prétention de l'exhaustivité. Il vise à proposer un tour d'horizon avisé et les principales caractéristiques de cette politique publique.

## ❖ ARTICLES

### ✓ **Agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles**

#### **Des boîtes aux lettres pour libérer la parole des enfants**

Actualités sociales hebdomadaires, 13/11/2020, p. 28-31

Présente dans près de 80 départements, l'association Les Papillons installe des boîtes aux lettres dans les établissements scolaires et sportifs pour que les enfants victimes de violences sexuelles puissent se confier. Une trentaine de ces boîtes ont déjà été déployées sur tout le territoire.

<https://www.associationlespapillons.org/>

#### **Soutien à la parentalité - Un espace d'avenir pour jeunes parents isolés**

Actualités sociales hebdomadaires, 30/10/2020, n° 3182, p. 26-31

A Saint-Denis, en Ile-de-France, le centre ALJM héberge et accompagne une trentaine de familles. Parfois mineurs et sans papiers, les parents y sont suivis jusqu'aux 3 ans de leur enfant. Un dispositif d'aide à la parentalité axé sur le quotidien.

#### **Une crèche qui accompagne aussi les parents**

Actualités sociales hebdomadaires, 07/02/2020, n° 3146, p. 30-34

Soutien à la parentalité, éducation à la santé, aide au logement ou à l'emploi... A Enfant présent, une crèche située à Paris, des professionnels accueillent les enfants et leurs parents, majoritairement des mères seules et en difficulté. Un relais original et apaisant.

<https://enfantpresent.net/>

#### **Dans la Vienne, une crèche préventive ouvre ses portes**

Actualités sociales hebdomadaires, 09/10/2020, n° 3179, p. 42

Portée par l'association Enfant Présent et appuyée par le département, une crèche préventive s'installe dans la Vienne. Elle entend épauler les parents éloignés des politiques publiques en s'appuyant sur l'accueil de leurs enfants.

<https://enfantpresent.net/creches-familiales-de-prevention/>

#### **La consultation de puéricultrice [Dossier]**

Cahiers de la puériculture (Les), 08/2020, n° 339, p. 13-32

Au sommaire :

- Consultation de l'infirmière puéricultrice : les nouveautés des cinq dernières années
- Le point sur les consultations de puéricultrice en service de PMI
- Mise en oeuvre de consultations de puéricultrice en centre de PMI : l'exemple de la Seine-Saint-Denis
- Un accompagnement optimal postnéonatalogie avec la consultation de puéricultrice hospitalière

#### **Psypérinatalité. LA priorité de santé publique ! [Dossier]**

Spirale, 01/2020, n° 92, p. 17-162

Spirale accueille dans ce numéro le projet fondateur et engagé de l'Alliance francophone pour la santé mentale périnatale. Sous la forme de témoignages cliniques et d'histoires de vie, parents, technicien.ne.s de l'intervention sociale et familiale, obstétriciens, puéricultrices, pédiatres, psychomotricien.ne.s, psychistes plaident ici vigoureusement pour que les vrais 1 000 jours, ceux qui vont de la période péri-conceptionnelle aux 2 ans de l'enfant, deviennent une authentique priorité de santé publique. Unies, constructives, exigeantes, les associations et sociétés savantes de l'Alliance appellent à faire d'une meilleure réponse aux besoins relationnels du bébé et de ses parents la question de tous : soigner les parents (malades psychiques), prendre soin des bébés (en souffrance) ... et inversement.

<https://www.editions-eres.com/ouvrage/4587/psyperinatalite-la-priorite-de-sante-publique>

## ✓ **Sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures**

### **Veiller à la stabilité du parcours de l'enfant : une obligation légale en quête de sens / CAPELIER Flore**

Informations sociales, 2020, n° 201, p. 78-89

La loi du 14 mars 2016, comme la stratégie nationale de protection de l'enfance 2020-2022, insistent sur l'importance de veiller à la stabilité du parcours de l'enfant. Pour autant, le terme « parcours » n'est pas défini par les textes. Une telle mission pose également des questions sur le sens de l'action publique et la portée du mouvement d'individualisation qu'il sous-tend. Ces évolutions présentent in fine, le risque d'une inégalité de traitement des usagers sur l'ensemble du territoire national.

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2020-1.htm>

### **Enfants placés et handicap : développer des solutions innovantes**

Média social (Le), 29/01/2021

Des porteurs de solutions innovantes pour les enfants en situation de handicap confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) ont été réunis, le 27 janvier, par Sophie Cluzel, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, et Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/sophie-cluzel-et-adrien-taquet-veulent-amplifier-les-solutions-innovantes-pour>

### **L'Igas recommande de penser en amont la prise en charge des cas complexes Ase-handicap**

Hospimedia, 26/01/2021

Un rapport de l'Igas se penche sur les hébergements non habilités de l'aide sociale à l'enfance (Ase). L'inspection ne recommande pas le recours à l'hôtel pour les cas complexes Ase-handicap et incite au développement de solutions partenariales.

<https://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2020-018r.pdf>

### **La danse et la musique nourrissent l'éveil des bébés placés à la pouponnière départementale**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 29/06/2020, n° 2521, p. 37

<https://www.lagazettedescommunes.com/685568/la-danse-et-la-musique-nourrissent-leveil-des-bebes-places-a-la-pouponniere-departementale/?abo=1>

Val-d'Oise 1,22 million d'hab. La maison départementale de l'enfance de Cergy mène un projet pilote avec la présence d'artistes au long cours.

### **Familles d'accueil - Le Samfa, pour soulager les assistants familiaux**

Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2020, n° 3151, p. 34-35

Dans les Ardennes, la maison d'enfants à caractère social Don-Bosco, gérée par les Apprentis d'Auteuil, a créé un service ressource pour les assistants familiaux. Des éducateurs spécialisés accompagnent à la demande ces familles d'accueil, afin de sécuriser le lien avec les enfants et d'éviter les ruptures de parcours et les réorientations.

### **Protection de l'enfance : agissons ensemble pour les fratries / MORET Isabelle**

Actualités sociales hebdomadaires, 06/03/2020, n° 3150, p. 39

La stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance reconnaît le rôle des fratries. SOS Villages d'enfants s'en réjouit, et appelle à améliorer encore la prise en compte du sujet pour les enfants placés.

### **Quasar facilite l'accès à l'art des enfants placés**

Gazette sante social (la), 12/2019, n° 168, p. 43-45

Grâce à un appel à projets du département des Yvelines, l'association Home a développé à Mantes-la-Jolie une expérience artistique destinée à des enfants de 7 à 11 ans accueillis dans des établissements de l'aide sociale à l'enfance, dont l'objectif consiste à favoriser l'épanouissement artistique et social par l'accès à la culture.

## ✓ **Donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits**

### **La médiatisation de la parole des enfants placés. Un enjeu pour leur reconnaissance comme « interlocuteurs valables » ? / GOLAY Dominique, UDRESSY Olivier**

Sociographe (le), 2020, n° 71, p. 89-99

Le respect des droits des enfants, et en particulier leur participation aux décisions qui les concernent, contraignent les intervenants sociaux à prendre en compte, mais aussi à rendre compte de leur parole. Sous cet aspect, la figure du passeur permet de considérer, d'une part, le travail de médiation effectué par les éducateurs entre les sphères de socialisations dans lesquelles les enfants sont engagés et, d'autre part, de saisir les enjeux liés à la médiatisation de leur parole. A partir de deux exemples issus d'entretiens collectifs avec des enfants placés dans une institution socio-éducative, cet article vise à mettre en exergue les écueils et les dilemmes éthiques inhérents à la promotion de la participation dans le contexte du placement.

### **L'autre famille - L'Expérience**

France culture, 01/11/2020

<https://www.franceculture.fr/emissions/lexperience/lautre-famille>

Les enfants placés en famille d'accueil ou en foyer ont une autre histoire de famille. Autre histoire, autre narration... Les jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance tissent les récits alternatifs d'une famille possible. Léa Capuano a recueilli les témoignages de ces parcours de vie.

### **La mémoire familiale, une donnée à part entière en protection de l'enfance / HIGELIN Myriam**

Actualités sociales hebdomadaires, 16/10/2020, n° 3180, p. 36-37

Les soins psychiques aux familles et aux enfants placés devraient pouvoir sortir du strict cadre de l'entretien psychologique. Une porte ouverte sur une meilleure intégration de la dimension personnelle de leur parcours, afin que leur histoire ne se résume pas à celle des différentes phases de leur accompagnement social. Un élément indispensable à la construction des individus, mais également à la reconnaissance de leur singularité.

### **Ruptures et placement à l'adolescence : enjeux d'une narration de soi / BOULAY Corentin, DEMOGÉOT Nadine, FRIGAUX Antoine, LIGHEZZOLO ALNOT Joëlle**

Bulletin de psychologie, 20/03/2020, n° 566, p. 99-113

En France, de nombreux enfants sont confiés à l'Aide sociale à l'enfance et placés en foyer pour être protégés des maltraitances qu'ils subissent au domicile familial. Or ces dispositifs ont trop souvent pour conséquence de complexifier leur situation, notamment à l'adolescence. Dans ce contexte, la narration des adolescents offre des voies d'entrée dans leur expérience subjective, et rend compte des difficultés qu'ils traversent. Notre objectif vise à explorer leur subjectivité par une analyse de la narration, dans une perspective psychodynamique. Pour ce faire, nous avons rencontré 10 adolescents âgés de 14 à 15 ans, dans une Maison d'enfants à caractère social. Les données ont été recueillies au sein d'un atelier thérapeutique par l'écriture, et analysées par le logiciel TROPES. Nos résultats révèlent la présence d'indicateurs du traumatisme lié à l'expérience de placement et, également, les difficultés soulevées par le processus pubertaire dans la construction de soi. Ces données soulignent la nécessité de porter une attention aux médiations par l'écriture auprès de ces adolescents.

<https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-psychologie-2020-2-page-99.htm?contenu=resume>

### **Prendre en compte la parole de l'enfant : un droit pour l'enfant, un devoir pour l'adulte**

Défenseur des droits, 11/2020, 55 p.

[https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd\\_rae\\_rapport.pdf](https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rae_rapport.pdf)

L'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) consacre le droit pour tout enfant d'exprimer librement son opinion sur toute question le concernant.

Cette parole de l'enfant dépend naturellement des conditions dans lesquelles les enfants sont aujourd'hui en mesure de s'exprimer et d'être entendus individuellement et collectivement. C'est ce sujet qu'explore le rapport 2020 consacré aux droits de l'enfant.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/rapports-annuels/2020/11/rapport-annuel-sur-les-droits-de-lenfant-2020-prendre-en-compte-la-parole>

[https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd\\_rae-2020\\_synthese.pdf](https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rae-2020_synthese.pdf)



## **Protection et émancipation : les deux faces des droits de l'enfant / DENECHERE Yves**

TheConversation.com, 03/06/2020

<https://theconversation.com/protection-et-emption-les-deux-faces-des-droits-de-lenfant-139062>

La période du confinement et de déconfinement que nous vivons a mis en lumière – une nouvelle fois – l'impérieuse nécessité de protéger les enfants contre les maltraitances familiales ou institutionnelles dont ils peuvent être victimes.

## **La parole aux enfants placés**

Liensocial.com, 18/05/2020

<https://www.lien-social.com/actualites#actu-768>

Comment les enfants placés vivent-ils le déconfinement ?

Radio Larsen a, une fois de plus, donné la parole aux jeunes accueillis et accompagnés sur la maison d'enfants de Salengro située à Douai.

Ce dimanche 10 mai veille du déconfinement strict, Marine, Jennifer, Jo', Fleur, Diego, Paris... ces adolescent(e)s confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance sont à l'antenne.

Quelles attentes de la reprise des contacts avec leurs familles ? Quels enseignements sur la période du confinement ? Retour aux écoles ? Liens entre les jeunes, avec les éducateurs ?... Encore un grand moment d'émotions, de lucidité, d'authenticité, et de surprises...

<https://radioscarpesensee.com/index/wp-content/uploads/audio/RADIO%20LARSEN%20-%202004%20Confinement%20au%20foyer%20Salengro.mp3>

## **✓ Préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adulte**

### **Un accord pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes de l'aide sociale à l'enfance**

Média social (Le), 19/11/2020

Coordonner les acteurs de l'aide sociale à l'enfance (ASE) avec ceux de l'insertion sociale et professionnelle : telle est la réponse engagée pour les quelque 15 000 jeunes qui sortent, chaque année, de la protection de l'enfance. Brigitte Klinkert, la ministre déléguée à l'Insertion, et Adrien Taquet, le secrétaire d'État à l'Enfance, annoncent en effet un accord avec l'Union nationale des missions locales (UNML), la Convention nationale des associations de protection de l'enfant (Cnape), ainsi que l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj).

### **Un examen anticipé des demandes de titres de séjour pour les MNA en formation**

Média social (Le), 01/10/2020

Le ministère de l'Intérieur demande aux préfets de procéder à un examen anticipé des demandes de titres de séjour pour les MNA pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et engagés dans un parcours professionnalisant.

[https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/09/f24078fbf-6d74-499c-b886-60afa11613ca/sharp\\_/ANX/cir\\_45056.pdf](https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/09/f24078fbf-6d74-499c-b886-60afa11613ca/sharp_/ANX/cir_45056.pdf)

[https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/09/f24078fbf-6d74-499c-b886-60afa11613ca/sharp\\_/ANX/circ1.pdf](https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/09/f24078fbf-6d74-499c-b886-60afa11613ca/sharp_/ANX/circ1.pdf)

### **Scolarité des enfants placés : un sujet encore sous-estimé**

Actualités sociales hebdomadaires, 31/08/2020, n° 3173, p. 10-11

Les enfants de l'aide sociale à l'enfance (ASE) bouclent leurs cartables comme tous les écoliers de France. En cette année si particulière, la question scolaire s'est imposée dans les foyers et les familles d'accueil, qui ont dû assumer la continuité pédagogique. Une crise qui a souligné le manque de coordination et de stratégie commune de l'ASE et de l'Éducation nationale, pour soutenir la scolarité des enfants placés. La rentrée, menacée par une reprise pandémique, se prépare-t-elle différemment pour autant ?

### **Le Département du Loiret réinvente les contrats jeunes majeurs / GUEROULT François**

France Bleu, 16/07/2020

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-departement-du-loiret-reinvente-les-contrats-jeunes-majeurs-1594738247>

Afin d'éviter les "sorties sèches" de l'aide sociale à l'enfance qui jettent à la rue des jeunes majeurs, le Département du Loiret crée le dispositif PARI : "parcours autonomie réussite insertion", co-financé par l'État. 300 jeunes pourraient en bénéficier. Mise en place ce jeudi.

## **Lyon, la Touline, tremplin pour les jeunes majeurs isolés**

Dubasque.org, 05/02/2020

[https://www.radioscoop.com/infos/lyon-la-touline-tremplin-pour-les-jeunes-majeurs-isoles\\_179812](https://www.radioscoop.com/infos/lyon-la-touline-tremplin-pour-les-jeunes-majeurs-isoles_179812)

806 ex-enfants placés sont sortis des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance en 2019 sur la seule Métropole de Lyon. Un peu lâchés dans la nature, les jeunes adultes sont parfois en difficulté pour se déplacer en préfecture, au tribunal et même dans les agences de transport en commun, remplir les feuilles d'impôts, passer son permis ou demander un logement.

Lancée par les Apprentis d'Auteuil, la Touline s'est installée à Lyon après Paris, Lille ou encore Dijon. Une éducatrice spécialisée y accueille ces jeunes de 18 à 25 ans, pour aider à gérer leurs démarches administratives, trouver des solutions et parfois ou simplement discuter autour d'un café. « Des dispositifs comme celui-là, il en faudrait plus »

## **Mousqueton « raccroche » les ados fugueurs de l'ASE**

Vivre FM, 18/01/2021

<https://www.vivrefm.com/posts/2021/01/mousqueton-raccroche-les-ados-fugueurs-de-l-ase>

Dispositif unique en son genre. Mousqueton a été créé par le département de la Moselle pour « raccrocher » les ados fugueurs suivis par l'aide sociale à l'enfance (ASE). Calvin était un de ces jeunes en rupture ne voulant plus entendre parler de foyer, de placement ou d'éducateur. Il témoigne de son parcours et de la vie de famille « normale » qu'il a retrouvé grâce à l'équipe du Comité mosellan de sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes (CMSEA), première association qui a déployé le dispositif Mousqueton sur le département.

## **Ados en difficulté : un lieu de vie pour se remobiliser**

Média social (Le), 18/12/2020

En Charente-Maritime, les Jardins de la source organisent sur un même lieu un programme de remobilisation pour des adolescents en difficulté, des séjours éducatifs familiaux et du tourisme solidaire. Un lieu de vie et d'accueil (LVA) qui mise sur la mixité sociale et citoyenne pour remettre les jeunes dans du positif.

## **Un accord pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes de l'aide sociale à l'enfance**

Média social (Le), 19/11/2020

Coordonner les acteurs de l'aide sociale à l'enfance (ASE) avec ceux de l'insertion sociale et professionnelle : telle est la réponse engagée pour les quelque 15 000 jeunes qui sortent, chaque année, de la protection de l'enfance. Brigitte Klinkert, la ministre déléguée à l'Insertion, et Adrien Taquet, le secrétaire d'État à l'Enfance, annoncent en effet un accord avec l'Union nationale des missions locales (UNML), la Convention nationale des associations de protection de l'enfant (Cnape), ainsi que l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj).

[https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/11/feed504a9-71fa-457b-b26f-fdba41998c67/sharp\\_/ANX/Communique\\_de\\_Presse\\_\\_Un\\_accord\\_pour\\_faciliter\\_linsertion\\_professionnelle\\_des\\_jeunes\\_de\\_lASEpdf.pdf](https://www.lemediasocial.fr/hulkStatic/EL/ELI/2020/11/feed504a9-71fa-457b-b26f-fdba41998c67/sharp_/ANX/Communique_de_Presse__Un_accord_pour_faciliter_linsertion_professionnelle_des_jeunes_de_lASEpdf.pdf)

## **Le conseil départemental des Vosges primé pour son engagement pour l'insertion des mineurs non accompagnés**

Weka.fr, 13/11/2020

[https://www.weka.fr/actualite/insertion/article/le-conseil-departemental-des-vosges-prime-pour-son-engagement-pour-l-insertion-des-mineurs-non-accompagnes-112440/?utm\\_campaign=/70/WQ/ZNL0400](https://www.weka.fr/actualite/insertion/article/le-conseil-departemental-des-vosges-prime-pour-son-engagement-pour-l-insertion-des-mineurs-non-accompagnes-112440/?utm_campaign=/70/WQ/ZNL0400)

Le conseil départemental des Vosges voit son initiative en faveur de l'intégration sociale et professionnelle des mineurs non accompagnés récompensée par un Territoria or parrainé par l'Unicef dans la catégorie « actions en faveur des enfants et adolescents ».

## **La Loire-Atlantique prolonge le « contrat jeunes majeurs » jusqu'à 25 ans**

Ash.tm.fr, 03/04/2020

<https://www.ash.tm.fr/enfance-famille/la-loire-atlantique-prolonge-le-contrat-jeunes-majeurs-jusqua-25-ans-550480.php>

C'est une première dans la protection de l'enfance. Le département de Loire-Atlantique a acté le 30 mars l'allongement des contrats « jeune majeur » jusqu'à l'âge de 25 ans.

**Jeunes sortant du système de protection de l'enfance en France et au Québec - Faire face aux difficultés de transition vers la vie adulte via une association d'entraide** / LACROIX Isabelle, VARGAS DIAZ Rosita, LECLAIR MALLETTE Isabelle-Ann, GOYETTE Martin, FRECHON Isabelle  
INJEP, 2020, n° 3, 91 p.

<https://injep.fr/publication/jeunes-sortant-du-systeme-de-protection-de-lenfance-en-france-et-au-quebec/>

L'engagement des jeunes sortant du système de protection de l'enfance dans des causes défendant leurs droits est un phénomène méconnu. Des recherches sont apparues ces dernières années sur la participation individuelle des enfants et des jeunes dans leur propre accompagnement socio-éducatif mais se sont peu centrées sur leur participation collective dans des groupes cherchant à changer les pratiques ou la politique qui les affectent. La recherche menée ici vise à décrire et à comprendre les processus et facteurs d'engagement des jeunes, lors de leur transition vers la vie adulte, dans plusieurs organisations de « placés » et d'anciens « placés » par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ou par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) en France et au Québec.

### ✓ **Repenser la gouvernance nationale et locale**

#### **"L'Etat doit réinvestir la protection de l'enfance"**

Direction(s), 11/2020, n° 191, p. 20-22

Création d'une agence nationale en 2022, contractualisation avec les départements, négociations sur les assistants familiaux, travaux sur les conditions d'accompagnement et les taux d'encadrement... Un an après la présentation de la Stratégie de prévention et de protection de l'enfance, le secrétaire d'État Adrien Taquet fait le point sur sa mise en œuvre. Et entend tirer les leçons de la crise sanitaire.

<https://directions.fr/Piloter/organisation-reglementation-secteur/2020/10/L-Etat-doit-reinvestir-la-protection-de-l-enfance-2054756W/>

### ✓ **Redéfinir le partenariat entre l'État et les départements**

#### **Une contractualisation tripartite pour la prévention et la protection de l'enfance**

Lagazettedescommunes.com, 02/06/2020

<https://www.lagazettedescommunes.com/681552/une-contractualisation-tripartite-pour-la-prevention-et-la-protection-de-lenfance/>

Une instruction publiée le 29 mai a pour objet de préciser le périmètre, le cadre et le calendrier de négociation des contrats préfet/ARS/département prévus dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 pour 30 départements dès 2020.

#### **Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance - Contractualisation Préfet/ARS/département**

##### **Note d'information du 27/05/2020**

Uniojss.asso.fr, 27/05/2020

Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, a annoncé la relance de la dynamique de contractualisation par l'envoi d'une circulaire dans les 30 premiers départements engagés aux côtés de l'État sur la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Cette circulaire, transmise le 22 mai 2020, est jointe à un communiqué précisant le périmètre, le cadre et le calendrier de mise en œuvre de ces nouvelles conventions à chaque département signataire.

Les autres chantiers de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance sont également relancés, par exemple celui de la réforme du statut et des conditions de travail des assistants familiaux avec un prochain temps de travail le 5 juin prochain.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/cir34.pdf>



## **Protection de l'enfance : État, Justice et départements vont renforcer leur coordination**

Localtis.info, 27/04/2020

<https://www.banquedesterritoires.fr/protection-de-lenfance-etat-justice-et-departements-vont-renforcer-leur-coordination>

Dans un contexte difficile pour la protection de l'enfance, dans lequel les inquiétudes sont encore accrues par la possible hausse des violences intrafamiliales (voir nos articles ci-dessous), les départements et l'État se rapprochent pour mieux coordonner leur action. Le 24 avril, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, Adrien Taquet, le secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance, Dominique Bussereau, le président de l'ADF (Assemblée des départements de France), et Frédéric Bierry, le président de la commission des affaires sociales de l'ADF, ont tenu une concertation à distance. L'objectif était de renforcer "la coordination locale des interventions des départements et de l'État dans leurs missions respectives, [...] notamment avec la protection judiciaire de la jeunesse en lien avec les parquets".

## **Protection de l'enfance - Des préconisations pour limiter les délais d'exécution**

Actualités sociales hebdomadaires, 06/03/2020, n° 3150, p. 18-19

Le rapport de l'inspection générale des affaires sociales et de l'inspection générale de la justice sur « les délais d'exécution des décisions prises par les juges des enfants en matière de protection de l'enfance » a été rendu public le 6 février, en toute discrétion. Il pointe des dysfonctionnements graves dans la protection de l'enfance.

<http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article762>

## **Une nouvelle stratégie nationale de protection de l'enfance : entre continuité et rupture / CAPELIER Flore**

Revue de droit sanitaire et social, 01/2020, n° 1, p. 157-167

La stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2018-2022 s'inscrit dans le prolongement des lois du 5 mars 2007 et du 14 mars 2016 sur le même sujet. Son contenu est, en revanche, particulièrement éclectique et impose une réflexion sur la nature et la portée juridique de ce texte. Cette nouvelle stratégie pose, par ailleurs, des questions autour de la gouvernance de la protection de l'enfance, au regard de la répartition des compétences et de l'équilibre à trouver en la matière entre protection des droits et libertés individuelles (droits de l'enfant, respect de l'autorité parentale, etc) et la libre administration des collectivités territoriales

## **La cohérence et la continuité de la prise en charge au cœur du projet pour l'enfant / Gazette des communes, des départements, des régions (la), 17/02/2020, n° 2502, p. 42**

<https://www.lagazettedescommunes.com/662601/en-moselle-la-coherence-et-la-continuite-de-la-prise-en-charge-au-coeur-du-projet-pour-lenfant/>

L'action du département de la Moselle permet de mieux coordonner la protection des enfants et renforce la confiance des familles.

## **Première vague de contractualisation de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance avec 30 départements / Ministère des Solidarités et de la Santé, 03/02/2020**

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/premiere-vague-de-contractualisation-de-la-strategie-nationale-de-prevention-et>

Adrien Taquet, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, dévoile la liste des 30 départements qui participeront à la première vague de contractualisation de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Le secrétaire d'Etat chargé de la Protection de l'enfance avait présenté le 14 octobre 2019 à Marcq-en-Barœul (59) devant l'ensemble des acteurs du secteur une Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance proposée à la contractualisation avec 30 premiers départements en 2020.